



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 31 octobre 2007

## **Euphorie trompeuse quant au libre-échange, informations erronées sur les prix**

**La politique agricole suisse escroquerait les consommatrices et consommateurs, et un accord de libre-échange avec l'UE permettrait de réduire les prix des denrées alimentaires en Suisse de 25 %. Ce sont des déclarations de ce genre que l'on pouvait lire et entendre après le Forum européen, à Lucerne, sur les prix des denrées alimentaires, ainsi qu'à l'émission de télévision "Kassensturz" d'hier. Voici quelques réflexions pour remettre les pendules à l'heure.**

L'agriculture suisse produit selon des méthodes compatibles avec l'environnement et le bien-être des animaux, et elle respecte par ailleurs de nombreux autres critères et standards de sécurité. Ses produits sont en l'occurrence de très bonne qualité et peuvent être consommés en toute bonne conscience. Cette qualité a son prix. Toutefois, l'écart entre les prix suisses et les prix dans les pays voisins a énormément diminué ces derniers temps. Bien des produits alimentaires sont maintenant vendus en Suisse à un prix inférieur ou au même prix que dans le sud de l'Allemagne, par exemple. Le cours élevé de l'Euro et l'explosion des prix sur le marché international sont également des facteurs favorables à un rapprochement des prix en Suisse et à l'étranger. Aussi le tourisme d'achat s'est-il inversé: aujourd'hui, il y a moins de Suisses qui vont faire leurs courses à l'étranger, mais les Allemands et les Français sont plus nombreux à s'approvisionner en Suisse. Le commerce de détail confirme lui aussi cette évolution.

Un ménage suisse moyen investit aujourd'hui 7,7 pour cent de son revenu dans des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, et ce pourcentage n'a jamais été aussi bas. A cela s'ajoute le fait qu'en Suisse, les salaires sont très élevés, que le taux de TVA et des autres taxes y est bas, d'où un pouvoir d'achat extrêmement élevé. Nulle part ailleurs dans le monde, le consommateur ne peut acheter plus de denrées alimentaires qu'en Suisse avec son revenu net.

Alors pourquoi ces jérémiades à propos de prix prétendument trop élevés de la nourriture? Pourquoi cette revendication, du point de vue des consommateurs, de conclure maintenant un accord de libre-échange agricole avec l'UE? Qu'est-ce que le consommateur suisse a à gagner avec un tel accord si les prix dans l'UE ne sont même pas inférieurs aux nôtres? En Suisse, le niveau des coûts de production agricole est généralement plus élevé, mais c'est également le cas des prix des artisans, des loyers, des salaires et encore de beaucoup d'autres secteurs. Si l'on veut s'aligner sur l'UE au point de vue coûts et qualité, pourquoi alors ne pas mettre tout de suite toute notre économie au diapason de l'UE?

Une question similaire se pose au niveau de l'autorisation des importations parallèles. Pourquoi l'économie se défend-elle si farouchement contre celles-ci? Les consommatrices et les consommateurs pourraient profiter de prix plus bas, et dans ce cas pour exactement les mêmes produits. Seulement voilà: être soi-même concerné et montrer les autres du doigt, cela n'est pas la même chose! L'agriculture entend être traitée de manière plus équitable, d'autant plus que les matières premières ne représentent en moyenne qu'un quart du prix de nos denrées alimentaires, que nous produisons dans un environnement de coûts élevés et que les revenus des familles paysannes sont presque de 50 pour cent inférieurs aux revenus dans les autres secteurs de l'économie, malgré les paiements directs.

### *Renseignements:*

*Urs Schneider, directeur adoint de l'USP et responsable du département de la communication, tél. 056 462 52 01, portable 079 438 97 17*

*Sandra Helfenstein, porte-parole de l'USP, tél. 056 462 52 21, portable 079 826 89 75*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*